

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 22/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMORA MAILLE Chevigny

rue des Serruriers
Zone Industrielle Est
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 2025-006
Code AIOT : 0005401402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement AMORA MAILLE Chevigny implanté 3 rue des Serruriers Zone Industrielle Est 21800 Chevigny-Saint-Sauveur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite intervient dans le cadre du récolement d'arrêté préfectoral du 07 juillet 2022 relatif à la prise en compte des arrêtés ministériels dits "RSDE" et de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMORA MAILLE Chevigny
- 3 rue des Serruriers Zone Industrielle Est 21800 Chevigny-Saint-Sauveur
- Code AIOT : 0005401402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMORA MAILLE implantée 3 rue des Serruriers à Chevigny-Saint-Sauveur (21) est autorisée à exploiter un site de production et de conditionnement agroalimentaire (type moutarde et sauces) depuis le 18 octobre 2011.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Autorisation de raccordement	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Taux d'abattement minimaux de la station d'épuration externe	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion des ouvrages	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
8	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 01/10/2023, article R512-69	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Circulation des effluents et localisation des	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejets aqueux		
5	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets aqueux du site ne sont pas maîtrisés notamment sur la DCO où les rejets présentent des non conformités aux valeurs limites prises en application de la directive IED pour les sites soumis à la rubrique 3642 de la nomenclature des ICPE et pour lesquelles les conclusions du BREF FDM sont applicables depuis le 05 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation des effluents et localisation des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux			
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :			
Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	N°1 - Rejet général	N°2 - Eaux pluviales
	Coordonnées en Lambert 933	X : 862,45 km Y : 6690,05 km altitude : 208,99 m	Rejet dans le collecteur communal DN800 traversant le site de part en part. Les eaux du collecteur se déversent in fine en aval du site AMORA dans un fossé, lieu dit CHEMIN DU MARAIS. X : 862, 80 km Y : 6690,26 km alt :

			208,32
	Nature des effluents	eaux usées industrielles : provenant des ateliers de fabrication eaux sanitaires	Eaux pluviales
	Réseau de collecte et traitement si existant	- Station interne de pré-traitement physico-chimique des eaux usées industrielles (dégrillage et neutralisation à la soude et à l'acide sulfurique) - Bassin de lissage de 1000m3 (lissage des débits et de la qualité de l'effluent) - Station de traitement d'effluent (neutralisation à la soude et traitement physico-chimique (flottation à air dissous : DAF) permettant d'éliminer une partie de la pollution)	Débourbeurs-déshuileurs, 4 de classe A, les autres de classe B. Les séparateurs de classe B reliés au réseau d'eaux pluviales seront remplacés par des séparateurs de classe A dès que leur état le nécessitera.
	Type de rejet en sortie du site	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	rejet canalisé directement dans un cours d'eau
Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	60821171001	/
	Nom station	CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR	/
	Commune station	Chevigny-Saint-Sauveur	/

Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR650b	FRDR650b
	Nom masse d'eau	La Norges à l'aval d'Orgeux	La Norges à l'aval d'Orgeux
	Coordonnées en Lambert 93 au point de contact avec le cours d'eau	X : 862,12 km Y : 6690,13 km altitude : 207,54 m	X : 862,12 km Y : 6690,13 km altitude : 207,54 m
	QMNA5 (en L/s)	115	115

Constats :

Le document nommé « Annexe 6_Plan_Réseau_EP » a été vu en inspection, il présente le réseau des eaux pluviales du site, à noter que le site dispose d'une canalisation rassemblant toutes les eaux pluviales de la zone industrielle, cette canalisation passe sous le site avant d'être complétée par les eaux pluviales d'AMORA. L'exploitant réalise des mesures amont/aval pour maîtriser ses rejets.

Le document nommé « Annexe_6_Plan_Réseau_EU » a été vu en inspection, il présente le réseau des eaux industrielles et des eaux usées du site qui une fois collectées transitent vers le bassin de lissage avant de rejoindre la station de traitement interne (neutralisation du pH, traitement physico-chimique et biologique).

Remarque de l'inspection : les coordonnées de rejet dans le cours d'eau final sont identiques pour le rejet général qui part en STEP urbaine et pour le rejet d'eau pluviale qui rejoint directement le milieu, ce point ne semble pas cohérent, l'exploitant reprendra les coordonnées notées et transmettra à l'inspection les données mises à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autorisation de raccordement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.

Constats :

Le projet de convention de rejet de mars 2023 a été transmis à l'inspection, les valeurs limites en concentration et en flux présentes dans ce projet sont identiques à celle de l'article 5.5.2 de l'arrêté du 7 juillet 2022.

L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer l'autorisation de raccordement à l'inspection.

En l'absence de l'autorisation de raccordement et de la version définitive de la convention de rejet, l'inspection ne peut pas statuer sur la conformité du site à ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°1, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pour les macropolluants, à partir du 5 décembre 2023 :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
MES	1305	616	418 880	Hebdomadaire
DCO	1314	1250	850 000	Hebdomadaire

Constats :

Les résultats d'autosurveillance ont été vus via GIDAF pour la période de novembre 2023 à octobre 2024.

L'inspection note des **non-conformités majeures** sur les paramètres suivants :

- DCO (1314) : des dépassements fréquents et parfois supérieurs à 2xVLE en concentration et en flux sur les mois de janvier à octobre 2024 soit, en concentration : 48% de résultats non-conformes (141/292) avec un maximum à 13 400 mg/L ; et en flux : 23% de résultats non-conformes (68/292) avec un maximum à 2182,32 kg/j,
- MES (1305) : des dépassements sur les mois de janvier (concentration), avril (concentra-

tion), mai (concentration et flux), juin (concentration), juillet (concentration), septembre (concentration et flux), octobre (concentration) 2024 soit, en concentration : 17% de résultats non-conformes (13/77) avec un maximum à 1228 mg/L ; et en flux : 5% de résultats non-conformes (4/77) avec un maximum à 692,59 kg/j,

Le site est équipé d'une station de traitement biologique depuis mai 2024, or les analyses sur les paramètres macropolluants en sortie de site n'ont pas fondamentalement été modifiées depuis la mise en place de cette station contrairement à ce que l'on aurait pu attendre.

L'exploitant explique que ces dépassements seraient dû à un mauvais dimensionnement de la station du fait de la mise en place d'agitateurs dans le bassin de lissage qui augmentent la charge polluante amenée à la station. En effet, avant la mise en place de ces agitateurs, le bassin devait régulièrement être curé car la graisse s'accumulait dans le bassin. La station de traitement biologique a été dimensionnée pour une charge de 20 000 mg/L de DCO et la charge actuelle, avec les agitateurs, est de 60 000 mg/L.

De manière générale, l'exploitant explique que les effluents d'entrée sont très variables en fonction des productions du site.

L'exploitant travaille actuellement avec le gestionnaire de la station de traitement pour trouver une solution aux problèmes de DCO.

À noter que le site fonctionne à bas régime sur les mois de mi-juin à septembre et plus particulièrement en août et que l'activité la plus forte intervient sur les premiers mois de l'année (préparation des vinaigrettes et des sauces barbecue pour l'été).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°1, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pour les macropolluants, à partir du 5 décembre 2023 :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
DBO5	1313	1000	480 000	Hebdomadaire
Azote global	1551	80	54 400	Hebdomadaire
Phosphore total	1350	10	4 800	Hebdomadaire

- pour les autres paramètres :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5		Continue
Température	1301	≤ 30°C		Continue
Zinc	1383	0,03	14,4	Trimestrielle
Chloroforme	1135	0,03	14,4	Contrôle inopiné
Fer+Aluminium	7714	0,21	100	Trimestrielle
Etain	1380	0,003	1,44	Trimestrielle
AOX	1106	0,22	105,6	Trimestrielle
Hydrocarbures	7009	0,1	48	Trimestrielle

totaux				
Ion fluorure	7073	0,3	144	Trimestrielle
Arsenic	1369	0,0015	0,72	Trimestrielle

•

Constats :

Les résultats d'autosurveillance ont été vus via GIDAF pour la période de novembre 2023 à octobre 2024.

L'inspection note des **non-conformités** sur les paramètres suivants :

- pH (1302) : des dépassements supérieurs à 8,5 sur les mois de janvier, mai, juin, août, octobre 2024.
- Zinc (1383) : des dépassements sur les mois de décembre 2023, février (concentration et flux > 2xVLE), mai (concentration et flux > 2xVLE), soit 3 analyses non-conformes sur 4 avec un maximum de 42 g/j soit 36% du flux admissible* pour le milieu récepteur final. Les dépassements en concentration restent en dessous de la valeur de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 à savoir 0.8 mg/L, cependant cette dernière ne prend pas en compte l'acceptabilité du rejet par le milieu récepteur final.
- Température (1301) : des dépassements sur les mois de juin, juillet et août, inférieurs à 50°C,
- DBO₅ (1313) : des dépassements sur les mois de janvier, février et octobre 2024,
- Fer+Aluminium (7714) : des dépassements sur les mois de décembre 2023, février, mai, soit 3 analyses non conformes sur 4, les dépassements en concentration restent en dessous de la valeur de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 à savoir 5 mg/L,
- Phosphore total (1350) : des dépassements sur les mois de janvier, février, octobre 2024,
- Azote global (1551) : des dépassements en octobre 2024,
- AOX (1106) : des dépassements en décembre 2023 et février 2024 (en flux),
- Hydrocarbures totaux (7009) : un dépassement en flux en août 2024,
- Ion fluorure (7073) : des dépassements sur les mois de décembre 2023 (concentration et flux - 2xVLE), février (en flux), mai.

A noter que les dépassements en DBO₅ sont liés au dépassements en DCO.

L'exploitant n'a pas d'explication sur ces dépassements.

L'exploitant travaille actuellement avec le gestionnaire de la station de traitement pour trouver une solution aux problèmes de pH.

De plus, des dépassements en Arsenic (1369) sont constatés sur les mois de décembre 2023, février, mai, août (concentration et flux >2xVLE) 2024, l'exploitant confirme que la valeur d'analyse correspond à la limite de quantification du laboratoire, il est donc nécessaire de revoir la méthode d'analyse afin que la limite de quantification du laboratoire soit inférieure à la valeur limite prescrite.

L'analyse du chloroforme (1135) a été faite sur le contrôle inopiné de 2023, les résultats présentent une concentration à 26 µg/L et un flux à 9,7 g/j (soit 26 % du flux admissible), pour une VLE à 30 µg/L et un flux 14,4 g/j ce qui représente 38 % du flux admissible*. Lors de l'instruction « RSDE »

ayant abouti à la présente prescription, l'inspection avait relevé que « les analyses d'eau en entrée du site présente une concentration plus élevée qu'en sortie ». Il serait opportun de s'assurer de l'absence de dérive du procédé de production en réalisant de manière ponctuelle des analyses de l'eau en entrée site pour s'assurer que ces données n'ont pas changé.

*Le flux admissible correspond à la charge de polluant que la masse d'eau réceptrice finale est en mesure d'accepter, il s'évalue avec la formule suivante : flux admissible par la masse d'eau= [NQE/ limite de classe d'état] x QMNA5

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°1, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pour les autres paramètres :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
Débit	1552	Moyen : 480 m ³ /j Maximum : 700 m ³ /j		Continue
SEH	7464	300	204 000	Annuelle
Chlorures	1337	750*	360 000*	Annuelle*
Acide chloroacétique	1465	0,05	34	Trimestrielle
Manganèse	1394	0,24	115	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	0,006	2,88	Trimestrielle
Nickel	1386	0,009	4,32	Trimestrielle
Chrome	1389	0,009	4,32	Trimestrielle

Trichlorobenzènes	1774	0,0011	0,528	Semestrielle
<ul style="list-style-type: none"> * Valeurs Cibles : en cas de dépassement de ces valeurs, l'exploitant devra mettre en œuvre un plan d'actions visant à tendre vers la valeur cible. 				
Constats : Les résultats d'autosurveillance ont été vus via GIDAF pour la période de novembre 2023 à octobre 2024. L'inspection n'a pas de remarque sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> Débit (1552), Etain (1380), Nickel (1386), Chrome (1389), Manganèse (1394), Acide chloroacétique (1465), Nonylphénols (1958), Chlorures (1337), SEH (7464), Trichlorobenzènes (1774). 				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 6 : Taux d'abattement minimaux de la station d'épuration externe

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.5.2					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux					
Prescription contrôlée : Les taux d'abattement minimaux que doit respecter la station d'épuration externe sont identifiés dans le tableau suivant. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les justificatifs annuels du respect de ces taux par la station.					
Taux d'abattement théorique STEU	MES	DBO5	DCO	NGL	Ptot
	96%	97%	92%	75%	90%
Constats : Non-conformité :					

L'exploitant ne dispose pas de ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de (pré-)traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informera le gestionnaire du réseau d'assainissement communal et celui de la station d'épuration communale ; il mettra en œuvre un plan d'action visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé en inspection que le gestionnaire du réseau d'assainissement externe avait bien été informé des dépassements des valeurs limites d'émissions du site.</p> <p>L'exploitant travaille avec le gestionnaire de la station d'épuration interne afin de pallier à ces problèmes d'abattement qui ne permettent pas de respecter les valeurs limites d'émission prescrites.</p> <p>Non-conformité majeure :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre un plan d'actions visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais. En effet, malgré les non-conformités récurrentes depuis plusieurs mois, aucune action concrète n'a été mise en place pour permettre la remise en conformité du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/10/2023, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en</p>

<p>pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la déclaration GIDAF de novembre 2023, il est précisé qu'un déversement accidentel de soude dans les eaux usées a engendré un dépassement de la valeur limite sur le pH.</p> <p>L'exploitant a précisé en inspection que le déversement de soude a eu lieu en station NEP et que la soude a ensuite rejoint les eaux usées. Aucune analyse des causes, ni de modifications des procédures pour pallier ce type d'incident n'a été réalisé.</p> <p>L'exploitant précise enfin qu'aujourd'hui, chaque incident et accident est analysé de manière systématique pour limiter sa récurrence, cela est demandé par le groupe.</p> <p>Non-conformité :</p> <p>L'inspection note qu'aucune fiche BARPI ou équivalent n'a été transmise pour ce déversement accidentel alors que l'exploitant s'y était engagé dans son mail du 03 novembre 2023.</p> <p>Il en est de même pour le déversement d'une cuve de vinaigre le 21 octobre 2023, l'exploitant n'a pas transmis le rapport d'incident demandé par l'inspection dans son mail du 26 octobre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>